

**Union européenne - Climat - Conseil  
des ministres européens de  
l'environnement - Communiqué du  
ministère de la transition écologique  
et solidaire**

(Paris, 13 octobre 2017)

Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire salue les résultats du conseil des ministres européens de l'environnement, qui a permis de progresser dans la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat.

En amont de la COP21 de décembre 2015, l'Union européenne s'était engagée, par la voix des chefs d'État et de gouvernement, à réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Depuis, sur la base des propositions de la commission européenne, les États membres ont travaillé à la traduction dans le droit de l'Union européenne de cet engagement.

Le conseil environnement du 13 octobre 2017 avait pour objectif de parvenir à un accord sur la répartition de cet effort entre les pays de l'Union européenne, en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre non couvertes par le système européen des quotas d'émissions.

La France, qui a présenté dans son plan climat de juillet 2017 une nouvelle ambition de lutte contre le changement climatique, a soutenu pendant l'ensemble des discussions, y compris au conseil, des propositions permettant de rehausser le niveau d'ambition de l'Union européenne.

Le compromis final, adopté lors du conseil environnement, a permis de déterminer ces objectifs contraignants pour chaque État membre dans les secteurs non couverts par le système de permis d'émissions européen.

La France a adopté un objectif de 37% de réduction de ses émissions, conformément aux engagements pris par notre pays dans la loi sur la transition énergétique et la croissance verte. C'est l'un des objectifs les plus ambitieux parmi ceux attribués aux différents États membres de l'Union.

Pour Nicolas Hulot, «ce compromis est une bonne nouvelle, il démontre notre détermination à inscrire dans le droit de l'Union européenne les engagements pris lors de la COP21. L'Europe confirme ainsi sa détermination à mettre en oeuvre l'accord de Paris, alors que certains de nos partenaires s'attaquent aux politiques climatiques».

Les discussions vont maintenant se prolonger avec le parlement européen, en vue d'un accord final qui devra être adopté rapidement. Nicolas Hulot explique : «La France est consciente que

L'Union européenne doit encore faire plus, parce que les objectifs que nous avons collectivement adoptés à Paris ne sont pas suffisants pour nous mettre en capacité de maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2°C. Nous allons travailler sans relâche à convaincre nos partenaires qu'il faut désormais viser la neutralité carbone à l'horizon 2050, ce qui peut être une formidable opportunité pour l'Europe, en termes de santé, d'emploi, de politiques industrielles. Face à un compromis que certains pourraient considérer comme insuffisant, nous allons faire la preuve que l'ambition, c'est la solution».

À l'occasion du conseil environnement, Nicolas Hulot a en outre demandé à la commission européenne de travailler rapidement à des propositions pour mieux protéger les citoyens européens face aux pollutions chimiques et aux perturbateurs endocriniens, et réformer les agences d'expertise des substances chimiques. Pour Nicolas Hulot, «l'Europe a un devoir de protection de ses citoyens ; c'est au coeur du projet pour une Europe unie et solidaire que nous portons avec le président de la République». Cette proposition a été soutenue par sept États membres, dont l'Allemagne, le Danemark, la Suède et l'Italie./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)